

succès. L'apprentissage et la formation en entreprise qui exigent plus d'engagement de la part des structures concernées, doivent pouvoir prendre en charge une bonne partie des objectifs visés.

Les infrastructures universitaires seront développées pour répondre aux objectifs du développement conformément aux plans tracés et en harmonie avec les secteurs économiques. La réalisation d'institutions universitaires spécialisées et leur répartition à travers le territoire national multiplient les foyers de rayonnement et de culture.

Ces institutions doivent tenir compte des potentialités régionales ; outre la formation scientifique et technique qu'elles dispensent, elles contribuent à fondre la jeunesse universitaire de toutes les régions dans le même creuset et à éliminer les séquelles liées aux mentalités étroites.

Le succès de l'ensemble des programmes de développement dépend essentiellement de l'amélioration des performances en quantité, en qualité et en termes d'organisation du système d'éducation et de formation. La majorité des objectifs poursuivis impliquent en effet un niveau élevé de qualification ; il faudra, à l'avenir, aborder avec rigueur, détermination, imagination et ouverture d'esprit, les questions relatives à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Les exigences de l'étape actuelle font que la plus grande attention doit être accordée aujourd'hui à la qualité parce que la période où l'on ne donnait de l'importance, pour des raisons d'ailleurs objectives, qu'à la quantité est désormais révolue.

Il s'agit donc de mobiliser, à cette fin, les compétences scientifiques et les capacités de réflexion, de conception et d'analyse des méthodes et du contenu des enseignements, les plus au fait des problèmes d'avenir.

Sur ces bases, en améliorant en permanence la qualification de l'encadrement et les conditions matérielles de fonctionnement de l'appareil d'éducation et de formation, il sera possible non seulement d'élever progressivement la rentabilité économique des gigantesques moyens que le système éducatif mobilise, mais aussi de remplir l'engagement majeur de la génération de novembre qui consiste à doter la jeunesse de connaissances scientifiques et culturelles suffisantes pour prendre en main son destin et affronter dans les meilleures conditions le vingt-et-unième siècle.

Une attention particulière sera accordée à la formation des formateurs. Cet effort devra prioritairement porter sur les profils déficitaires, notamment dans les filières scientifiques et techniques et insistera sur la qualité de la formation.

Des mesures appropriées seront prises pour permettre le recours, aux fins de formation, à des techniciens et spécialistes engagés dans la production chaque fois que cela s'avérera nécessaire.

Le recyclage sera encouragé et pratiqué systématiquement pour permettre aux cadres d'actualiser leurs connaissances et de perfectionner leur formation.

Aussi, la politique tendant à l'algérianisation des moyens pédagogiques doit être poursuivie par le biais de la conception, de la traduction, de l'édition et de la création d'une industrie du livre visant à satisfaire les besoins, sans cesse croissants, de l'ensemble des cycles d'enseignement.

Un effort particulier sera entrepris en direction de la modernisation des méthodes et des supports pédagogiques par le recours aux techniques modernes d'apprentissage, à l'audiovisuel en particulier.

3 — Enseignement préscolaire - Formation continue et alphabétisation

Une politique de prise en charge de l'enfance dans l'enseignement préscolaire, jusqu'à l'âge de six ans, fait partie des ambitions des masses populaires. Toutefois, les seules possibilités de l'Etat ne suffisent pas à réaliser cette politique ; aussi l'effort de l'Etat doit-il être complété par celui des familles, des services sociaux et des entreprises publiques.

Il est donc nécessaire que tous ces efforts se rejoignent, pour mettre en œuvre une politique visant à prendre en charge l'enfance sans que l'ensemble des charges ne pèsent sur l'Etat, seul.

Afin d'assurer la promotion de l'homme au sein de chaque entreprise économique, sociale ou culturelle, il sera mis en place une politique systématique et organisée de promotion interne qui permettra d'ouvrir des horizons larges aux travailleurs désireux d'élever le niveau de leurs connaissances, d'améliorer leur qualification professionnelle et d'acquérir les titres nécessaires à leur progrès hiérarchique au sein de l'entreprise.

La promotion interne représente un axe important dans la mise en œuvre d'une politique systématique de formation au service des masses et constitue un élément éminemment positif dans la lutte contre l'analphabétisme. Elle pourrait bénéficier notamment du concours de l'université et des instituts de formation existant dans le pays.

La transformation culturelle d'un pays repose fondamentalement sur la lutte contre l'analphabétisme et sur la généralisation de l'enseignement.

La lutte menée contre l'analphabétisme, séquelle de la colonisation, devra se renforcer afin de pouvoir toucher les citoyens concernés, sans distinction de sexe, et de contribuer à la généralisation de l'utilisation de la langue nationale.

Dans ce cadre, les structures d'éducation et de formation doivent prendre en charge les préoccupations de l'alphabétisation ainsi que les aspirations à la promotion exprimées par les citoyens non scolarisés, dans la perspective de la création d'un système intégré garantissant la promotion permanente des adultes.

Cette action devra s'inscrire dans les plans de développement : les « Médias » nationaux devront contribuer à l'opération d'alphabétisation et de formation continue. Les structures concernées de l'Etat